

Journal de 12 heures

Le FPR accuse la France de ne pas respecter le mandat de l'ONU. Réponse de Paris : « Nous désarmons les militaires et nous remettrons les responsables à la justice internationale »

Philippe Peaster

France 3, 18 juillet 1994

Selon François Rutayisire, le FPR n'est pas responsable du bombardement sur Goma. Ce sont les éléments des Forces armées rwandaises qui font de la provocation.

[Présentatrice :] Le Rwanda : hier [17 juillet] des obus de mortier ont encore tué à Goma où sont réfugiés des Rwandais. Plus d'une centaine de morts. Et des rebelles du FPR ont essayé de s'infiltrer dans la zone humanitaire qu'elle [la France] a mise en place. La France, qui a alerté le Conseil de sécurité, est décidée à hausser le ton. Philippe Peaster.

[Philippe Peaster :] Elle cherche un parent – son enfant peut-être – dans cet amoncellement de corps [on voit une femme en train de scruter des cadavres gisant sur le sol ; une incrustation "Goma (Zaire), ce matin" s'affiche en haut de l'écran]. Il était 16 heures hier [17 juillet] quand les trois obus sont tombés sur l'aéroport et en plein centre de Goma [plan rapproché sur des cadavres].

Goma, submergée par l'afflux de réfugiés depuis une semaine. Plus d'un million aujourd'hui. Résultat : aux morts touchés directement par les éclats, s'ajoutent des dizaines d'autres provoqués par la panique. Les enfants, les vieillards étouffés, piétinés par la foule. Bilan : une centaine de morts ce matin [diffusion d'images de réfugiés].

Les tirs provenaient de l'Est du Rwanda. Des tirs dont la France impute

donc la responsabilité au FPR et qu'elle condamne [on voit des médecins militaires français en train de soigner un enfant blessé].

[”François Rutayisire, représentant FPR en France” : ”Le FPR n’est pas responsable de ce bombardement sur Goma. C’est les éléments [sic] des Forces armées rwandaises qui font de la provocation en essayant de provoquer un embrasement général, en essayant de provoquer un engrenage dans ces combats. Le FPR se bat au Rwanda”.]

Dans le même temps, Paris met en garde une nouvelle fois le FPR contre toute infiltration dans la zone placée sous sa protection suite à une [sic] nouvel accrochage hier [17 juillet] [gros plan sur les médecins militaires en train de soigner l’enfant, apparemment grièvement blessé au visage].

[”François Rutayisire, représentant FPR en France” : ”Et cette zone-là a été définie, de par le mandat des Nations unies, comme une zone humanitaire neutre. Or des éléments des Forces armées rwandaises, des miliciens et des responsables politiques se sont réfugiés ou continuent à se réfugier dans ce sanctuaire-là. Nous disons que le mandat, dans ces circonstances-là, le mandat qui a été défini, n’est pas respecté”.]

Réponse de la France : ”Nous désarmons les militaires quand ils entrent dans notre zone et nous remettons les responsables à la justice internationale” [on voit un véhicule transportant des soldats des FAR avancer au milieu d’une foule de réfugiés].